

## *editorial*

FAIRE VITE, TRES VITE !

Jamais à l'université les vacances n'ont été si riches en actions et en succès.

Fin juin c'est la bataille victorieuse des examens, juillet, les victoires contre les augmentations des CROUS, en août, la bataille de la subvention et la confirmation écrite des acquis du mouvement contre la réforme du second cycle.

C'est donc avec un riche bilan que nous abordons la rentrée universitaire.

Le remaniement ministériel témoigne de l'usure d'une politique anti-sociale et anti-populaire, qui s'est heurtée à l'Université comme dans le pays, à une réprobation de masse.

En remplaçant des vessies par des lanternes, Giscard tente une opération illusion. Cette tentative fera long feu.

En effet, les étudiants ont toutes les raisons de lutter. Les plans du gouvernement sous couvert d'une pseudo solidarité anti...

suite p 5 J-L-Mano

## L'UNEF S'ADRESSE A RAYMOND BARRE

MEMORANDUM DES PROPOSITIONS DE L'UNEF POUR LA RENTRÉE 1976 - 77.

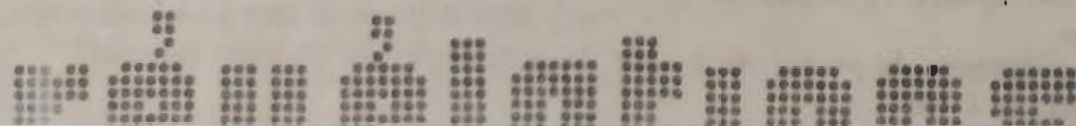
En cette rentrée, la situation des étudiants et des universités connaît une aggravation considérable : 13 % seulement des étudiants reçoivent une bourse dont l'augmentation ne sera que de 7,5% en 1977. 1/. 60% des étudiants doivent se salarier au détriment de leurs études. Près de 120 000 nouveaux diplômés de l'enseignement supérieur n'ont pas trouvé d'emploi et les intentions d'embauche des employeurs montrent que les jeunes diplômés sont loin d'être une préoccupation importante pour ceux-ci. 85% des candidats au CAPES et à l'Agrégation n'ont pas été admis faute de postes. L'asphyxie financière est la règle dans les Universités.

Dans le même temps, la réforme du deuxième cycle, que les étudiants et universitaires ont condamnée, vise à entraîner une dévalorisation de la formation, comme le révèle le 7ème plan, préconisant aux jeunes diplômés "d'occuper au moins pendant un certain temps un emploi d'un niveau de qualification inférieure".

Enfin les récentes mesures d'invalidation d'examens et les menaces qui pèsent sur certaines universités vont entraîner une élimination des étudiants encore plus importante.

1/ pour le taux supérieur.

suite p 2



Les étudiants refusent l'austérité et le chômage. Ils l'ont exprimé nettement et de façon massive lors du mouvement revendicatif du printemps dernier.

Devant la situation critique des Universités et des étudiants, le gouvernement n'a pris aucune mesure positive pour résoudre les problèmes posés. Quelques décisions récentes vont même en sens contraire - comme la réduction des crédits d'heures supplémentaires et la réduction massive des postes mis aux concours d'enseignement - de même, le 7ème plan prévoit que l'éducation ne sera plus un secteur prioritaire dans le budget de l'Etat.

C'est pourquoi l'Unef fait un certain nombre de propositions concrètes pour cette rentrée, visant à permettre aux Universités de jouer tout leur rôle dans le développement économique et social du pays.

Au nom des 90 000 voix qu'elle a recueillies aux dernières élections universitaires, au nom des dizaines de milliers d'étudiants qui ont protesté contre la réforme du Second cycle, l'UNEf propose des mesures cohérentes qui vont dans l'intérêt de la population.

Ces propositions participent d'une volonté de lutte effective contre l'inflation et le chômage, volonté partagée par d'autres catégories de la population, notamment les travailleurs, les cadres et les paysans.

La lutte contre l'inflation nécessite

en effet une relance de l'économie qui passe par une augmentation de la consommation des ménages, une politique de création d'emplois et la prise en compte du rôle joué par l'université avec son potentiel scientifique, technologique et culturel.

Compte tenu des besoins en ingénieurs, techniciens, médecins, juristes, enseignants, il est nécessaire d'utiliser à plein l'investissement intellectuel réalisé à l'université et les capacités acquises par les étudiants.

### ENTREE EN MATIERE (1)

" Si le gouvernement veut s'attaquer réellement à l'inflation et au chômage, ce n'est pas en imposant des mesures tel "l'impôt-sécheresse" les diverses catégories sociales, qu'il y parviendra. C'est au contraire en prenant des mesures qui permettent une véritable relance de l'économie.

MONSIEUR BARRE QUI A DECIDE DE RENCONTRER LES PARTENAIRES SOCIAUX DANS LA SEMAINE DU 6 au 11 SEPTEMBRE, SE DOIT D'APPORTER DES REPONSES PRECISES AUX QUESTIONS POSEES.

Un premier ministre ne peut ignorer l'avis d'une catégorie sociale de près d'un million de personnes et de l'Organisation syndicale la plus représentative des étudiants.

LES 6 PROPOSITIONS CONTENUES DANS LE MEMORANDUM REMIS A RAYMOND BARRE VISENT CET OBJECTIF. Elles forment un ensemble cohérent permettant tout à la fois de lutter efficacement contre l'inflation, d'utiliser complètement le potentiel ... de l'université."

(1) extraits de la conférence de presse du 2 sept 76 présentée par Etienne Andreux, Secrétaire Général de l'UNEf.

### PROPOSITIONS DE L'UNEf

#### 1) CREER LES CONDITIONS D'UN BON DEVELOPPEMENT DES EXAMENS EN SEPTEMBRE - OCTOBRE

Cela passe par l'annulation des récentes invalidations d'examens dans certaines Universités.

#### 2) AMELIORER LES CONDITIONS DE VIE DES ETUDIANTS.

"IL FAUT ARRETER LE GACHIS ET LE MASSACRE DES INTELLIGENCES A L'UNIVERSITE... Les étudiants sur trois (sont) obligés d'abandonner leurs études en cours de route pour un salaire... (les) bibliothèques universitaires ont si peu de livres... (les) étudiants sont entassés par milliers dans les amphithéâtres faute d'enseignants et de locaux... (les) étudiants poursuivent 5 années d'études pour échouer aux concours d'enseignement, faute de postes suffisants.

La rentrée universitaire se place sous le signe d'une austérité et d'un chômage aggravé : Hausse des prix importante, volonté du Secrétariat d'Etat d'augmenter les crédits des oeuvres universitaires..." (1)

#### L'UNEf PROPOSE :

- attribution aux étudiants bénéficiaires des oeuvres universitaires d'une allocation de rentrée de 700 francs leur permettant de faire face aux frais supplémentaires de la rentrée ;

- blocage des tarifs des oeuvres universitaires et des loyers des chaux

sécheresse, restent sous le signe de la hausse des prix, de l'aggravation du chômage, de la réduction des postes au concours, des mesures d'austérité, des atteintes aux libertés, et ne peuvent que révolter les étudiants.

Mais, nous le savons, rien ne sera spontané. La condition du démarrage rapide des luttes, c'est la présence et l'intervention de l'UNEF.

Nous nous devons d'être présents dès la rentrée, dans les chaînes d'inscriptions, sur les lieux des examens. Partout où il y a des étudiants.

ETRE PRESENT; AVEC NOS ELUS, AVEC NOS SERVICES. POUR AIDER LES ETUDIANTS A PASSER CE DERNIER CAP DE LA RETENUE QUI EST SOUVENT LE PLUS DIFFICILE ET LE PLUS PROPICE AU DECOUVRAGEMENT.

ETRE PRESENT, POUR ENGAGER LES LUTTES SANS ARDER, POUR DEBATTRE, S'ORGANISER ET LUTTER.

Mais surtout, pour leur proposer de se donner un outil incomparable, pour leur vie d'étudiant, d'adhérer à l'UNEF.

Toutes les raisons existent pour justifier cette démarche. Les étudiants ont besoin de l'UNEF pour discuter, recenser leurs revendications et les exposer. Le C.A UNEF a le droit de dénoncer les projets, de lancer les luttes, de les organiser, de créer les conditions de la victoire. Le C.A UNEF permet la création d'aide aux étudiants,

l'UNEF permet, au mouvement étudiant d'avoir la parole nationale, avec 50 000 adhé-

L'UNEF permet, une ouverture sur le monde extra universitaire, notamment par ses relations avec les syndicats ouvriers.

L'UNEF a fait ses preuves, elle a gagné une grande confiance chez les étudiants.

Tout indique donc, que c'est avec confiance et optimisme qu'il faut partir dans la campagne du doublement de nos effectifs à la base, décidée au 63ème congrès.

Dans un premier temps, il faut retrouver nos anciens adhérents.

AVOIR FAIT LE PLEIN DE NOS FORCES DE JUIN, LE 1<sup>er</sup> NOVEMBRE.

Pour cela, pas un adhérent de l'an passé qu'on oublie de revoir. Pas un adhérent en dehors de la bataille.

De même que les Rassemblements seront une étape importante. Pour réaliser cet objectif, cette question doit être la préoccupation première de toutes nos directions, de toute l'organisation.

Si cet objectif est rempli, le 1er Novembre nous partirons vers une seconde étape, où toute nouvelle adhésion comptera en plus du chiffre total de l'an passé.

Voilà les tâches qui nous attendent. L'effort doit être tenu, l'objectif en vaut la peine.

BON TRAVAIL

à l'appréhension de la subvention...  
d'autres associations...  
nd reçu des crédits...  
Mme Samnier-Saïté

**Quintin Paris**

La suppression de la subvention à l'U.N.E.F.  
Au nom du libéralisme

**L'CAPIX**  
Mme Samnier-Saïté  
supprime la subvention à l'UNEF

L'U.N.E.F. S'ESTIME DISCRIMINÉE

**Subvention supprimée pour l'U.N.E.F. : Vives réactions**

Alice Samnier-Saïté : « Je ne peux subventionner une association qui empêche de suivre les cours »

**Libé**  
L'UNEF C'EST LE TERRORISME PHYSIQUE

**TOUJOURS**  
Pas un rond pour l'UNEF!  
**DIX NEUF BRIDGES POUR L'UNI**

**L'Espresso**  
L'U.N.E.F. PRIVÉE DE SA SUBVENTION

LE PRESIDENT DE L'U.N.E.F. : « Des propos indignes d'un ministre »

# 316 MILLIONS

Mais Monsieur MANO, où vous êtes-vous procuré ce document ?

Pourquoi, il est confidentiel ?

IR CONFUS ET PANTQUIÉ DE MONSIEUR PRO ROCHE COLLABORATEUR DE SAUNIER SEITÉ.

Mais non, bien sûr !

Top tard, il n'a pas retenu le cri du leur.

document peu connu, car peu diffusé, limité à quelques dizaines d'exemplaires destinés à quelques hauts fonctionnaires des ministères.

document qui en dit long.

NIS REPRENONS L'HISTOIRE A SON DEBUT.

20 Aout, sur Europe 1, Saunier charge éructe.

NEF TERRORISTE !

us un sou pour Carlos, déclare-telle substance.

lendemain, le Parisien Libéré, l'Aurore et le Nouveau Journal trépignent de joie.

Allez - Alice " hurle Dominique Janet en prenant aux Universités - Krenlin .

Parisien Libéré en fait toute sa première page : Saunier contemple, l'air à

Zorro, un groupe de lanceur de pavés

tréolé d'un nuage le lacrymogène sous l'oeil de Geismar, John-Bendit et Sauva-

Titre : Les crédits sont supprimés à l'UNEF.

Mais, comme le dit si bien le Nouveau Journal qui malgré son titre, est spécialiste en vieilles guenilles, l'important n'est pas le montant de la somme supprimée à l'UNEF. Ce qui compte c'est le geste.

Très juste ! Tout à fait d'accord avec vous Messieurs, une fois n'est pas coutume ! A un détail près. Détail dont les vertueux défenseurs des deniers publics devraient se soucier. Par simple honnêteté. A moins que ce sentiment leur soit réellement étranger, ce qui auquel cas ne leur permettrait plus de s'affubler du costume virginal dont ils se parent.

LE DETAIL LE VOILA : L'Etat a versé officiellement 316 millions d'anciens francs aux organisations réactionnaires à l'Université. Officiellement, car ce rapport n'est publié que tous les deux ans, et les comptes ne portent que sur l'année en cours, les années pares en l'occurrence. Et les années impaires ? Combien ces groupes ont-ils empoché sans que personne n'en sache rien ?

## VINCENT, PAUL . . .

Devant le foisonnement des Associations subventionnées il est apparu utile d'effectuer un tri parmi les plus connues et de procéder, olympisme oblige, à un classement encore provisoire.

En voici le résultat :

MEDAILLE D'OR UNI	46 millions.
ARGENT FINAGE	36 millions
BRONZE FNEF	31,5 millions
HORS CONCOURS	LA PETC 100 millions

Quelques autres encore arrivent dans des temps intéressants : CLERU 11 millions, AMRU (vous connaissez ? nous non plus) 14 millions, la Corpo Lyon 12 millions.

Mais vous compulserez avec plaisir sans doute le document annexe où vous apprendrez l'existence de ces organisations en même temps que le montant de leurs subventions.

Après ce classement provisoire, nous le répétons, car nous attendons d'autres résultats voici une présentation rapide de quelques unes des heureux bénéficiaires des largesses ministérielles.

L'U.N.I : créée en 1969, elle regroupe des étudiants, des enseignants, des personnalités extérieures. Son but : s'opposer à la marxisation de l'université. Point de ralliement Assas. Quelques centaines de personnes gravitent autour du groupuscule. Chef de file : Deloffre. Seul coup d'éclat de sa carrière : a mordu un représentant du SNESup à la sortie d'une réunion du CNESER... Spécialité du groupe : Barres de fer, pogrômes et ratonnades en tous genres.

Empêche les militants de l'UNEF de rentrer à Assas quant tel est son bon vouloir. Signe distinctif: moins de 1% des voix aux élections universitaires.

La F.N.A.GE : difficile d'en parler vu son inexistence chronique, née d'une scission en 1961 avec l'U.G.E. ( voir F.N.E.F )

voies d'affiliation des Associations membres de la FNAGE n'ont pas eu lieu depuis . . . 5 ans. Son dernier président Jean-Jacques ORIF était le seul adhérent à la FNAGE dans son école, l'EDNEC de Lille. Très lié à Norbert SEGARD, il nourri selon ses propres termes " les plus hautes ambitions politiques (arf !!!) La FNAGE édite un mensuel offset, 4 couleurs envoyé gratuitement à tous les étudiants. Adhérente au C.L.E.F, malgré l'opposition d'une assemblée générale convoquée à cet effet. Mr ORIF, toujours luiaa déclaré publiquement que son organisation avait adhéré au CLEF avant l'Assemblée Générale sur les conseils de Mr Jean-Pierre SOISSON, "car seules les Associations membres du CLEF auraient droit à des subventions. Il yna un an Mr ORIF a entamé le tour de France des grandes Ecoles pour présenter son Association. Bilan de l'opération : on note dans ces écoles, après son passage un regain d'adhésions à l'U.G.E et même dans certaines, implantation du syndicat. (absolument authentique).

La F.N.E.F : Créée en 1961 par Michel DERRE alors Premier Ministre, pour faire face à l'UNEF, opposée à la Guerre d'Algérie. Elle regroupa en son temps tous les étudiants affirmés de droite ou d'extrême droite, en particulier dans les facs de droite. Dans le cadre des événements de Mai-Juin 68 s'est battue avec acharnement sur les positions gouvernementales. Ne s'ensest pas relevée. Moins de 2% aux dernières élections.

. . . ET LES AUTRES ,

Soufflot, par exemple. Ou l'A.I.R.A.P.E. Comment, vous ne connaissez pas l'AIRAPE ? L'Association d'Information et de recherche pour l'avenir professionnel des étu-

che pour l'Avenir professionnel des Etudiants. C'est sous ce nom que le groupe Soufflot a touché 40 000 francs de subvention en 74. Mais nous n'en dirons rien de plus. Nous n'insinuerons pas comme l'ont fait certains journeaux que Soufflot aurait pu recevoir quelques subsides pour des Contrats de Recherche bidons engagés par la non moins bidon AIRAPE.

Cà, nous ne le dirions pas. D'ailleurs, Soufflot n'est plus Soufflot. Maintenant c'est Hanovre. AIRAPE - HANOVRE ca en jette.

Remarquez que UNEF-SOUFFLO-AIRAPE-HANOVRE AJS-OCI-UNITE SYNDICALE, ce n'est pas mal non plus.

Hé oui, Soufflot a déménagé pour le 8 rue de Hanovre.

Là encore pas de remarques. Bien que... Il se confirmerait que le COPAR (ancien crous de la région parisienne) puis le CROUS de Paris ont hébergé gratuitement le groupe Soufflot-ajs jusqu'au 1er janvier 1974. Divers procès aurait eu lieu et l'un obligerait le CROUS de Paris à payer le loyer de 15 rue Soufflot du 1er janvier 74 au 1er juillet 1976!

Si cela était, et tout laisse à penser que ce-là est, il s'agirait d'un cadeau royal de plusieurs dizaines de millions!!! Les spécialités du groupe vous les connaissez. Division en tous genres, magouille, arguments musclés.

La moyenne d'âge de leurs étudiants laisse penser que chez eux, on a toujours 20 ans. Signe distinctif: une salle de classe leur suffit pour tenir leurs congrès.

#### DU BON USAGE DES FRACTIONS.

Ainsi donc, la preuve est faite. Depuis des années les gouvernements successifs, arrosent largement les groupes minos et dévots.

Les derniers sont les premiers. Moins vous avez de voix aux élections universitaires plus vous avez de subventions. Moins vous défendez les étudiants et plus on vous aime...

Ah réforme, quand tu nous tiens!!

Madame Saunier seifé a une conception toute nouvelle de la démocratie. Les étudiants sauront s'en souvenir.



# LISTE DES ASSOCIATIONS

RÉGIES PAR LA LOI DU 1<sup>er</sup> JUILLET 1901  
 AYANT REÇU DIRECTEMENT SUR LE PLAN NATIONAL  
 AU COURS DE 1974

UNE SUBVENTION A QUELQUE TITRE QUE CE SOIT

ASSOCIATIONS	1968	1970	1972	1973
Union Nationale Inter-Universitaire	-	120 000	110 000	190 000
Fédération Nat. des Etudiants de France	60 000	105 000	76 500	70 000
FAPE "UNEF" ex-Soufflot	-	-	-	40 000
C.E Union des Grandes Ecoles	10 000	1 000	-	20 000
FAE Fédération des Ass. Grandes Ecoles	60 000	180 000	80 000	40 000
LES Corpo. Sciences	30 000	55 000	-	-
CEU ( Réformateurs )	20 000	95 000	-	-
Comité Nat. de liaison Universitaire	-	-	80 000	60 000
Conférence et Intérêt des Et. ( Corpo )	22 000	-	-	-
Comité Etudiant pour les libertés Univer.	-	-	40 000	-
UNF ( corpo médecine )	10 000	20 000	-	10 000
UNP ( corpo médecine Paris )	3 000	20 000	-	30 000
U.N. Gén. des étudiants de Santé	65 000	25 000	-	-
UNP ( corpo Pharmacie )	-	-	-	-
Conseil Etudiants de France	15 000	-	20 000	5 000
Union Nat. des Et. en Droit. ( sciences éco.	3 000	-	-	-
U.N. Nat. des Et. Tech. Sup.	2 000	-	-	-
U.N. Nat. Anciens I.U.T	-	-	3 000	-
Union des Et. pour la Participation	-	50 000	-	-
Sociation Université 2 000	-	40 000	10 000	-
Mouvement de l'Amphi 1 000	20 000	-	-	-
Comité de l'Université Nouvelle	-	10 000	-	-
Comité de Liaison pour la Défense des Lib.	-	-	-	-
U.N. des Ecoles d'Ingénieurs et Cadres	-	-	-	-
Union des Elèves de l'I.E.P. ( Sciences Po Paris)	8 000	-	-	-
Union des Elèves de Centrale	-	-	2 000	-
Union des élèves de Chimie Paris	8 000	-	-	-
Union des poly des étu. en droit Paris	-	-	-	-
UN corpus.Nancy	-	2 000	-	-
Union des Et. en technologie de Reims	10 000	65 600	-	-
Union des Et. en géographie de Tours	5 400	-	-	-
Union des étudiants de l'université de Nanterre	10 000	10 000	-	-
Union des étudiants en médecine.Lille	-	8 000	-	-
Union des étudiants de Lyon	25 000	100 000	-	-
Union des étud. de Clermont-Ferrand	5 000	-	-	-
Union des étudiants de Nantes	10 000	-	-	-
Union des étudiants de Toulouse	3 000	4 000	-	-
Union des étudiants de Grenoble	3 000	-	-	-

1 MILLIARD

La décision prise par le gouvernement de ne pas renouveler sa subvention à l'UNEF nous le confirment.

Les déclarations diffamatoires de Saunier en tant que ministre à un poste périphérique, l'attitude du ministre à l'égard des groupes à sa dévotion et les révélations que nous avons faites à ce sujet ont fait couler beaucoup d'encre et suscité de nombreuses réactions de la part des organisations syndicales, des partis de gauche et des mouvements de jeunesse.

Pour deux raisons: parce que l'attitude du gouvernement dans cette affaire est profondément scandaleuse, mais aussi parce qu'elle révèle ou confirme des intentions dont la gravité ne peut échapper à personne.

Le retrait de la subvention accordée au syndicat est une nouvelle étape que le pouvoir vient de franchir dans la répression antisyndicale.

D'ailleurs, le Nouveau Journal s'empresse de suggérer l'extension de cette mesure à toutes les organisations "qui ne sont pas d'utilité publique". Et de nommer la C.G.T et la C.F.D.T. Il est vrai que le Nouveau Journal est le quotidien des patrons.

Au même moment, le ministre, décidait l'éviction des représentants des deux centrales syndicales du CNESER, leur préférant des hommes du patronat.

Saunier-beête, lors de son entrée au secrétariat d'état aux Universités s'était présentée comme un ministre "non politique" sous ne l'avions pas cru... et nous avions raison. Son acharnement à défendre contre vents et marées un réformisme rejeté par tout le monde universitaire nous le démontre.

trés, ses dernières et brutales déclarations nous le confirment.

Saunier a reçu pour mission de faire accepter et d'appliquer une politique universitaire radicalement opposée aux intérêts des étudiants. Tâche difficile. Le printemps 1976 lui a prouvé.

Les reculs que lui ont infligé les étudiants mettent à mal sa réforme.

La vigilance du syndicat a permis de déjouer, pendant les vacances, les mesures que le gouvernement voulait prendre en catimini.

(hausse des CROUS, examens, partition de la terre, RU d'Antony, le maintien des postes en I.T...)

La grande caractéristique de ces derniers mois à l'université c'est que Saunier se heurte à un syndicat dynamique et présent sur tous les terrains.

Dans le même temps, l'opération "Barre-anti-sécheresse" n'a qu'un but: faire accepter de nouveaux sacrifices à la population.

L'impôt "solidarité", les étudiants et leur famille n'en seront pas exemptés!

Le budget 76/77 est résolument tourné vers la pénurie, la diminution des crédits pour le secteur public, en particulier l'Education Nationale.

Les réactions des organisations syndicales, et socio-professionnelles laissent prévoir que tout n'ira pas pour le mieux pour la "nouvelle équipe" gouvernementale.

Alors qu'il prévoit les difficultés pour sa politique, Raymond et ses barons se précipitent à organiser le "front des universitaires".

Voilà pourquoi aujourd'hui Saunier nous affaiblit, en frappant à la caisse en essayant de nous discréditer aux yeux des étudiants et de l'opinion publique, en maintenant à flot à coups de millions les étudiants.

La grande peur de Saunier en cette affaire c'est la force qu'a pris l'UNEF. La grande peur de Saunier c'est de voir se développer le syndicat qui anime les luttes des étudiants qui s'oppose constamment à ses projets, qui organise la riposte contre les "nouveaux plans du gouvernement".

Au travers des derniers événements, il est apparue plus crûment encore comme un ministre autoritaire, maniant l'injure et peu soucieuse de la démocratie qu'elle tend à incarner.

Saunier sait à quoi s'en tenir. Jamais l'UNEF n'acceptera une politique qui vise à renforcer la pénurie, l'austérité et la sélection.

Plutôt que de répondre aux revendications des étudiants, Saunier use du bâton. C'est son droit. Mais qu'elle se prépare à en assumer les conséquences.



Le 23 août 1976, le Bureau National de l'U.N.E.F a tenu une conférence de Presse où a été révélé le scandale des subventions. De nombreuses organisations ont tenu à apporter leur soutien au syndicat en étant présentes à cette conférence ou en envoyant des messages de solidarité.

En voici la liste:

- CONFEDERATION GENERALE DU TRAVAIL
- CONFEDERATION FRANCAISE DEMOCRATIQUE DU TRAVAIL
- FEDERATION DE L'EDUCATION NATIONALE
- UNION DES GRANDES ECOLES
- FEDERATIONS DES RESIDENTS UNIVERSITAIRE DE FRANCE
- UNION NATIONALE DES COMITES D'ACTION LYCEENS
- SYNDICAT NATIONAL DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
- SYNDICAT NATIONAL DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE
- SYNDICAT GENERAL DE L'EDUCATION NATIONALE
- SYNDICAT NATIONAL DE L'EDUCATION PHYSIQUE
- SYNDICAT NATIONAL DES CHERCHEURS SCIENTIFIQUES
- CONFEDERATION GENERALE DES CADRES
- PARTI COMMUNISTE FRANCAIS
- PARTI SOCIALISTE
- MOUVEMENT DES RADICAUX DE GAUCHE
- PARTI SOCIALISTE UNIFIE
- MOUVEMENT DE LA JEUNESSE COMMUNISTE DE FRANCE
- MOUVEMENT DE LA JEUNESSE SOCIALISTE-ETUDIANTS SOCIAL
- MOUVEMENT DES JEUNES RADICAUX DE GAUCHE
- MUTUELLE NATIONALE DES ETUDIANTS DE FRANCE
- UNION DES FEMMES FRANCAISES
- JEUNESSE OUVRIERE CATHOLIQUE
- JEUNESSE OUVRIERE CATHOLIQUE FEMMINE

A cette occasion, nous lançons un appel pour la défense des libertés et du droit syndical à l'université.

Voici la liste des personnalités qui y ont déjà répondu:

Louis DAQUIN (directeur de l'IDHEC); Max-Pol FOUCHET (écrivain); Etienne CAMY-PERRET (secr. gén. du SNES); Jardine ROGLIANI (secr. gé. é. SNCS); Maurice PERCHE (dir. de l'Ecole et le Nation); Maître AMBLARD (avocat); Monsieur JANIAUD (anc. membre du B.N de l'UNEF, élu au C.N.E. membre du Bureau du SNCS); Jean Claude MERLE (anc. vice président de l'UNEF); René DUHAMEL (secr. confédéral de la CGT); Monsieur ALFON (secr. dépar. de la CGT Paris). Marie-Paule QUEFFELEC (Prés. de la JOCF); Marcel BERGE (secr. gén. du SNEP); Roger BOURDERON (secr. nationale du SNESUP); Jean GARELAIN (élu ATOS au CNESER), ET LES PROFESSEURS DONT LES NOMS SUIVENT: MRS L. CARREL, ROUSSEAU, JANKELEVITCH, R. CHEML, C. MONNET, G. BADIO, J. F. LAPOSIERE, R. GONZAGUES, J. CLERC, M. RONDONI, M. SAINT-SAENS, P. H. CHOMBART de LAWE, MMES M. SIMONET; O. SIKIRDI; B. RICH; M. MASSON, J. DEPIERRE

LE DOSSIER "REVELATIONS" A ETE REALISE PAR Dominique FONTAINE, Dominique GONTIER, Pierre Sébahoun et le secteur finances de l'UNEF.



# MENTRE 70, DANS TOUTE LA FRANCE RASSEMBLEMENTS DE LUTTE DES ETUDIANTS . PARIS 9 NOV

Le mardi 9 novembre, 5000 étudiants parisiens, feront le bilan de la rentrée universitaire dans la capitale.

D'ores et déjà, nous pouvons dire que ce bilan sera un réquisitoire contre la politique gouvernementale en matière d'éducation.

Les 250 000 étudiants que comptent les universités parisiennes vont connaître une rentrée particulièrement difficile.

Déjà des milliers d'entre eux risquent " de rester sur le carreau" après la clôture des inscriptions dans certains U.E.R bien avant la date officiellement annoncée. La diminution de 60% du nombre d'heures complémentaires dans certaines facs signifie la disparition pure et simple de cours, de T.D ou d'U.V. La valse des U.E.R à laquelle nous assistons aujourd'hui, déménagement d'U.E.R de Paris 5 à Malakoff et Clichy, nouvelles tentatives de fermeture de Droit Paris 10, préfigure les plans de Saunier sur le redéploiement géographique des Universités de Paris.

Austérité, pénurie, dégradation des conditions d'étude, voilà ce qu'attendent les étudiants en ce début de mois de septembre. C'est pour faire face à cette situation que l'UNEF déjà, les accueille, organise la riposte, les appelle à s'unir et à lutter, fac par fac, et leur propose comme perspective le rassemblement du 9 novembre

Le rassemblement parisien sera un temps fort de la lutte des étudiants de la capitale. Temp fort et moment privilégié. Ils confronteront leurs expériences, feront le point de la rentrée, prendront toutes les initiatives nécessaires pour l'avenir.

9 NOVEMBRE, SORBONNE de 16 à 24 h ; DEBATS: UNIVERSITE ET SOCIETE, UNIVERSITE ET CULTURE. Un Face à la Presse avec les Quotidiens nationaux. 20h Meeting. 21 h 30 GALA avec Claude Mougato.

J. OUAKNINE

UNEF - INFORM

Rédaction et administration

1 rue de Provence

75009 Paris tél : 523 22 00

Imprimerie Spéciale de l'UNEF

Directeur de la publication

Jean Luc MANO

Directeur Gérant :

Pierre SEBAHOUN

Rédacteur en Chef :

Dominique GONTIER

Maquette :

Anne FOLLEZOU

ABONNEMENT 30 Francs pour 15

VENTE AU NUMERO : 3 Francs

# LOGEMENT

SEPTEMBRE, OCTOBRE , C'EST LA COURSE AU LOGEMENT...

PREMIÈRE SOLUTION :

- 1) ACHETER UNE PAIRE DE BASKET NEUVES,
- 2) ACHETER TOUTE LA PRESSE TOUS LES JOURS ( SI POSSIBLE VERS 5H OU 6H DU MATIN SI VOUS VOULEZ ÊTRE COMPÉTITIF )
- 3) LIRE TOUTES LES PETITES ANNONCES,
- 4) COMMENCER LE JEUX,
- 5) MONTER L'ESCALIER,
- 6) FRAPPER,
- 7) DISCUTER, VISITER,
- 8) EXCUSEZ-VOUS ET REDESCENDEZ , ...
- 9) RECOMMENCEZ DURANT UN MOIS ,

NOTA : POUR LES CONCURRENTS UTILISANT LES TRANSPORTS EN COMMUN  
OU SE DEPLAÇANT A PIED, POSSIBILITE DE REVISER SES EXAMENS PEN-  
DANT LE VOYAGE.

( plus difficile pour le cycliste. )

**COMMENT ?**  
**MONTER UN**  
**SERVICE \*\*\***  
**EN 4 POINTS**

MORALITE : IL EST TOUJOURS PLUS FACILE ET RENTABLE DE MONTER OU  
REMONTER UN SERVICE LOGEMENT DANS SA VILLE , QUE DE CHERCHER  
UN SERVICE CEUX DANS SON COIN LE P2 POUR SOI TOUT SEUL

(Penser au stén-  
électronique et  
aux petits formats)

# 1 TYPE DE FIGHE (UNE PAR CHAMBRE)

NOM	PRENOM
ADRESSE (DU PROPRIÉTAIRE)	
N° DE TÉLÉPHONE	
EMPLACEMENT DANS LA VILLE (TRÈS IMPORTANT DE SITUER DANS UN SECTEUR SUR UN PLAN, LE LOGEMENT)	
CARACTERISTIQUES DE LA CHAMBRE	PRIX /HEURES DES VISITES
m <sup>2</sup>	EAU FROIDE OU CHAUDE
W C	CHAUFFAGE
DOUCHE	POSSIBILITÉ DE FAIRE LA CUISINE
LIBRE À PARTIR DE ...	LA VAISSELLE/LESSIVE.
ENSOLEILLEMENT	ACCÈS INDÉPENDANT OU NON

# 3 OUVRIR LE SERVICE DES LE DEBUT DES

CHAINES D'INSCRIPTION.  
*Ne pas attendre le mois de janvier.  
 Etendre les heures et jours de permanence dans le temps.*

# 4 PENSER AUX AUTRES MOYENS DE PROPAGANDE.

- Chaines de radio locales (faire passer des annonces)
- F R 3 locales.
- Journeaux locaux.
- Communiqués à tous les Bulletins Municipaux.

# 2 AFFICHETTE

SERVICE LOGEMENT DE L'UNEF

ADRESSEZ VOS OFFRES ET VOS DEMANDES DE :

CHAMBRES INDIVIDUELLES

STUDIOS

APPARTEMENTS

ADRESSE , TÉLÉPHONE , NOM , . . . du Bureau de l'A.G  
UNEF

SANS FRAIS D'AGENCES

*Affichette à déposer chez tous les commerçants*

**ENFIN**, RAPPELER QU'ETRE A L'UNEF, C'EST FAIRE PROGRESSER LES SERVICES, DONC FAIRE PRENDRE SA CARTE . . .

SE SOUVENIR QUE LES SERVICES LOGEMENTS, CA MARCHÉ : 800 CHAMBRES À TOULOUSE PAR EXEMPLE . . . PAR AN . . .

Paris le 27 juillet 76

APRES LA DEMISSION DE MONSIEUR QUERMONNE  
ET LE MOUVEMENT RECTORAL

L'UNEF estime que les démissions de Mr QUERMONNE, Directeur des enseignements supérieurs auprès de Mme SAUNIER SEITE et du Recteur de Créteil, reflètent les difficultés dans lesquelles se trouve le gouvernement d'imposer ses projets en particulier la réforme du 2ème cycle universitaire.

La démission de Mr QUERMONNE traduit l'isolement de Mme SAUNIER SEITE et le discrédit d'un homme qu'on avait placé à ce poste pour tenter, en tant qu'ancien président d'Université de faire accepter par les Universités la Réforme du 2ème cycle et les nouveaux plans gouvernementaux.

Son remplacement par Mr IMBERT, un homme qui a toujours été aux ordres et qui vient directement du cabinet de Mr HABY, traduit l'impossibilité pour le gouvernement de faire illusion sur sa politique et la volonté de poursuivre cette même politique d'élimination des étudiants et de régression des universités. ...

LE 15 JUILLET, LE GOUVERNEMENT EST UNE NOUVELLE FOIS MIS EN ECHEC SUR LES HAUSSES DU CROUS DE PARIS.

PARIS, LE 8 JUILLET 1976

COMMUNIQUE COMMUN J.I.C / U.N.E.F

Une délégation de l'Unef conduite par J.L. MANO, son président, et une délégation de la Jeunesse Indépendante Chrétienne, conduite par Xavier de LANNOY, son président,

se sont rencontrées pour la première fois, le jeudi 8 juillet 1976.

La JIC et l'UNEF se sont informées de leur orientation et de leurs activités respectives, elles se sont félicitées que de nombreux étudiants soient aujourd'hui à la fois membres de la JIC et de l'UNEF.

Au cours de cette rencontre ont été abordés en particulier les problèmes de contenu de la formation universitaire, de la sélection sociale et des conditions d'études à l'Université, qui entravent l'épanouissement de toute la personne.

Un large accord a été enregistré sur ces questions et les deux associations ont décidé de se rencontrer à nouveau après la rentrée au plan local comme au plan national pour poursuivre leur dialogue sur l'ensemble des problèmes étudiants.

Paris le 30 JUIN 1976.

COMMUNIQUE COMMUN S.N.E.S.U.P/ U.N.E.F

Une délégation de l'UNEF conduite par J. Luc Mano, président, et une délégation du SNESup, conduite par Alain ROUX, Secrétaire Général, se sont rencontrées le 30 juin 1976 au siège du SNESup dans le cadre des relations permanentes qu'entretiennent les deux organisations et qui ont été encore renforcées durant le mouvement de lutte contre la réforme du 2ème cycle.

Elles ont eu un échange de vue sur le bilan et les acquis importants des luttes menées cette année, Elles se sont félicitées du fait que les

examens se déroulent dans de bonnes conditions, grâce à l'action des deux syndicats, à la patience et à la lucidité de leurs adhérents malgré les provocations revancharde du Secrétariat d'Etat aux Universités.

Les deux organisations sont tombées d'accord sur la nécessité de poursuivre l'action de masse dès la rentrée pour consolider et amplifier leurs succès et organiser la riposte commune face aux nouveaux projets du Secrétariat d'Etat aux Universités. En particulier l'UNEF et le SNESup ont convenu de se rencontrer à nouveau en Septembre afin d'examiner les initiatives à prendre pour faire face à la gravité des menaces concernant les IU.

D'autre part, l'expérience montre que le gouvernement tente toujours de reprendre ce qu'il a du concéder durant les luttes.

C'est ainsi qu'il fait peser pour la rentrée des menaces importantes sur les Universités en particulier au niveau budgétaire. L'UNEF et le SNESup ont donc décidé de coordonner leurs actions qu'ils envisagent dès le mois d'octobre pour la défense du service public universitaire.

# Liban-solidarité

## Un appel de neuf organisations françaises de jeunesse

**L**ES neuf organisations de jeunesse ci-dessous : Mouvement de la Jeunesse Communiste, Jeunesse Ouvrière Chrétienne, Jeunesse Ouvrière Chrétienne Féminine, Front des Jeunes Progressistes égalitaires de gauche, Centre Communiste de la Jeunesse, C.G.T., U.N.C.F., Mouvement des Jeunes Radicaux de Gauche, Union des Grandes Femmes, Mouvement de la Jeunesse Socialiste, ont adressé hier le suivant communiqué :

« Au Liban, les fascistes, soutenus par l'armée syrienne, se livrent à un véritable génocide contre le Libanais et les Palestiniens ».

Tous les témoignages font état de massacres systématiques de femmes, d'enfants, d'adultes, de blessés, de vieillards, de blessés sans soins médicaux, de Croix-Rouge internationaliste ne peut agir efficacement.

« Le télé-jeu radio, le gouvernement français, tout doit

pour faire croire à une guerre de religion. Il s'agit en vérité d'une entreprise de liquidation du mouvement progressiste libanais et de la résistance palestinienne par les réactionnaires de l'impérialisme américain ».

« Nous, représentants de la Jeunesse ouvrière chrétienne, appelons les jeunes chrétiens, en particulier de la jeunesse ouvrière, à tout faire pour échapper la nature du véritable conflit, à refuser l'intervention de l'armée syrienne, à justifier ce véritable génocide ».

« Nous, représentants de neuf organisations de jeunesse, élevons une solennelle protestation contre l'attitude du gouvernement français qui prend une lourde responsabilité dans ce conflit et ces crimes par son soutien aux forces réactionnaires, notamment par le liban d'armes aux Français ».

« Les jeunes Français, pris

de paix, de justice et de liberté, condamnant cette attitude contraire au rôle que la France devrait jouer dans le monde ».

Les neuf organisations poursuivent :

« Nous dénonçons l'intervention et l'odieuse agression du gouvernement syrien qui fait le jeu de la réaction et de l'impérialisme et aggrave considérablement la situation au Moyen-Orient, alors que le peuple syrien, en son droit, bénéficie du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et de notre solidarité ».

« L'intervention syrienne ne saurait avoir aucune justification. Nous nous prononçons pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, à vivre libres et indépendants, à Vientiane et indépendants, et nous rejetons toute idée d'atteinte à l'unité territoriale du Liban ».

« Nous exigeons le retrait immédiat des troupes syrien-

nes. Nous exigeons du gouvernement français la cessation de toute aide aux Phalanges fascistes du Liban, et qu'il favorise des solutions permettant aux peuples libanais et palestiniens de décider en toute indépendance de leur destin ».

Elles concluent :

« Nous appelons la jeunesse de France à développer la solidarité sous toutes ses formes avec les progressistes libanais et palestiniens qui défendent l'indépendance et la liberté des peuples ».

« Nous appelons les jeunes et les étudiants à populariser la prise de position des organisations de jeunesse signataires, à dénoncer la nature véritable du conflit, à envoyer, messages et motions à l'ambassade de Syrie et à l'Elysée, à développer la solidarité matérielle ».

Les organisations enverront une délégation à l'ambassade de Syrie, le mercredi 23 août à 11 heures ».

Nous avons reçu la visite d'un étudiant du Québec francophone, cet été au Bureau National. A ce militant de l' A.N.E.Q. ( Association Nationale des Etudiants du Québec ) nous avons posé quelques questions, sur son pays, sur l'éducation au Québec, sur l'organisation syndicale au Québec.

Cet article constitue un premier épisode. La suite de l'entretien figurera dans les prochains numéros d'UNEF - INFORM.

UNEF-INFORM : Le peuple français est attaché sentimentalement à la Province du Québec et pense certainement que l'image reçue de Montréal pendant les Jeux Olympiques est insuffisante.

Peux-tu nous définir ce qu'est le Québec et la place du Québec dans le Canada ?

D'abord, historiquement, le Québec est une ancienne colonie française, qui est devenue ensuite colonie britannique. A partir de 1749, il y a eu développement de la population francophone par accroissement naturel et aujourd'hui on recense 6 millions de francophones.

1976, c'est l'année du Bicentenaire des Etats Unis d'Amérique.

1776, c'est l'arrivée au Canada de Loyalistes britanniques attachés à la couronne, pour des raisons économiques et aussi culturelles. Ils constituent le ferment de la population anglophone.

Pendant cette période, il y a une forte émigration de Grande Bretagne ( notamment d'Ecosse et d'Irlande ) à cause des problèmes agricoles de la sécheresse et de la famine engendrée.

A partir de la moitié du 19ème siècle, les Provinces de l'Ouest se développent car les régions Balfa par exemple ) ?

de l'Ontario, de Québec, des Maritimes ne suffisent plus. C'est le moment des " 50 WEST TUNG MAN ".

Au départ les populations francophones s'y rendent et se mélangent à la population autochtone.

Ensuite on assiste à un développement des Anglophones et à la venue - due aux guerres mondiales sur le vieux continent - de populations d'Europe de l'Est; soit des slaves, polonais et ukrainiens, soit des hongrois.

Au fur et à mesure, le régime en province s'est établi.

Prenons 1867 comme date de départ et de forme constitutionnelle du Canada actuel : le Canada c'est alors la réunion de la province de l'Ontario anglophone, du Canada francophone, du nouveau Brunswick et de nouvelle Ecosse qui ont fait adopter au Parlement britannique, une loi qui est l'Acte de l'existence de l'Amérique du Nord britannique et qui sous-tend le tissu de l'ensemble législatif actuel.

Progressivement, d'autres provinces s'y adjoignent : le Manitoba, qui s'est agrandi, la Saskatchewan qui a un développement particulier. Parce que vers les années 1885 les Métis se soulèvent ( les Métis sont un mélange d'indiens et de francophones ) sous la conduite de Louis Riel - encore admiré aujourd'hui - pour proposer un gouvernement autonome du Manitoba. Les Anglophones veulent obtenir alors le dépeuplement de ces régions par l'expropriation des sols et l'élimination systématique des populations francophones comme en Acadie auparavant en 1755.

UNEF - INFORM : Peux-tu nous parler des Cajuns, ces Acadiens dont la musique nous

Le mot "Cajun" (prononcer cadjoun) est la  
formation amérindienne du mot acadien.  
L'Acadie est la première colonie française  
au Canada. Dans la vallée d'Indianapolis  
il était formé un établissement - près de la  
nouvelle Ecosse - baptisé "Port de France"  
ou "Ile de France". Des Bretons et des Bas-  
ques étaient déjà à Terre-Neuve mais de façon  
saisonnnière.

En 1755, les Acadiens sont déportés à la  
suite de la guerre entre la Grande-Bretagne  
et la France, vers les Bahamas, la Grande-Bre-  
tagne, l'Australie, la Louisiane.

En 1867, la Confédération prend forme,  
certains reviennent et s'installent au nord  
de la province déshéritée du Nouveau Brunswick.

On va vers le Manitoba. Après le soulèvement et  
le jugement de Louis Riel qui est condamné, se  
constitue l'Union Nationale qui jouera un rôle  
important au XXème siècle.

Il y aura par la suite fusion du Manitoba.  
D'autres populations européennes émigrent dans  
les provinces de l'ouest, l'Alberta par exem-  
ple.

Les provinces sont le Grenier à blé du Canada,  
qui en exporte partout dans le monde.

C'est ensuite la fondation de la Colombie  
britannique. Des Anglophones venus des Etats  
Unis s'installent sur l'Ile de Vancouver et  
fondent la ville de Victoria et l'honneur  
de la reine.

On se vite tentés de se joindre à la Con-  
fédération du Canada qui est surtout localisé  
dans l'Est. Le prix de ce ralliement,  
c'est la construction du chemin de fer : une  
branche importante de l'histoire du Canada,  
cause des dépenses en vies humaines, des  
vots de vin, de la corruption gouvernementale,  
de celle-ci a suscité.

Les Américains ont construit ce train et les  
partis politiques ont trempé dans l'affaire ...

Enfin le Canada a 9 provinces. En 1949 s'y  
joint Terre-Neuve. Le Canada : 22 fois la France.

### LE CANADA AUJOURD'HUI . . .

En 1959, le régime Duplessis qui avait duré  
17 ans s'achève. C'est le début de l'ère  
démocratique. L'autonomie provinciale refu-  
sait tout appui des populations francophones.  
L'économie se développe avec l'entrée des  
Monopoles américains qui exploitent les mines  
de fer, d'or, (Bitsihu), et de cuivre.

Le Parti libéral monte au pouvoir et avec  
lui la Démocratisation scolaire. On cons-  
truit de nouvelles écoles, de nouvelles  
Universités, des collèges d'enseignement gé-  
néraux et professionnels. Un nouveau système  
d'éducation est mis sur pied.

15 ans après, en 1964, naît l'Union Nationale  
des étudiants du Québec qui soutient le pro-  
gramme du Parti Libéral. Car ce programme  
c'est l'aboutissement de la lutte de la popu-  
lation du Québec..

Il faut savoir que pendant ces années, on assis-  
te à l'abandon progressif du vieux système féo-  
dal, à la soumission à l'église catholique que  
représentait le régime Duplessis.

En 15 ans, 80% de la population s'urbanise et  
s'industrialise dont la moitié à Montréal avec  
3 millions d'habitants et 1/2 million à Québec.

UNEF-INFORM : 9 Provinces et Terre-Neuve existent.  
Y a-t-il une séparation nette entre les franco-  
phones et les anglophones, une autonomie cultu-  
relle ?

Il n'y a aucune différence législative entre les  
Provinces, entre Ontario la plus riche et la

plus peuplée) et les autres, par le  
Mais tous ont une certaine autonomie  
politique appelée à disparaître.  
Le gouvernement canadien est sous le  
main mise des capitaux américains, qui  
s'approprie tous les pouvoirs soit  
sur les taxations, soit dans le do-  
maine scolaire

Toutefois certaines barrières natur-  
les persistent, comme les Rocheuses  
qui constituent une barrière cultur-  
le entre la Colombie britannique et  
l'Alberta dont la population d'ori-  
gine est d'origine slave et germani-  
que.

Les rapports sont souvent difficile  
par exemple les populations francopho-  
nes demeurent, dans ces provinces  
dans des petites villes isolées.

UNEF-INFORM : Combien de provinces  
parlent français et sort de culture  
française ?

Le Québec selon la loi 22. Deux lan-  
gues sont officielles le français et  
l'anglais de fait. 85% des habitants  
parlent le français.

Et le Nouveau Brunswick où les des-  
cendants d'Acadiens parlent français.  
(40%).

Nous aborderons dans les pro-  
chains numéros d'UNEF-INFORM  
la suite des aventures du  
" Québec et ses étudiants ".